

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-occupation-militaire-Guadeloupe-cancel-culture-Zineb-drones-avec-reconnaissance-faciale-expulsions-illegales-repressions-sans-fac.html>



Chronique du système policier français : occupation militaire en Guadeloupe, anti-culture, Zineb, autorisation des drones avec reconnaissance faciale, expulsions illégales, sans-fac réprimé.e.s...



Date de mise en ligne : vendredi 17 décembre 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Davantage encore de moyens de répression et de surveillance : l'Etat vous souhaite un joyeux Noël et de bonnes fêtes !

La simple existence de cet arsenal policier titanesque et ultra-répressif devrait, sans même regarder les multiples manières brutales et discriminatoires de l'employer, suffire à convaincre toute personne un peu honnête que : cette société est injuste et inégalitaire, l'Etat n'est pas notre ami, il n'y a pas de démocratie, la police n'est pas là pour nous protéger, dire Etat-policier est un pléonasme.

Les puissants et leurs valets ont peur des révoltes et luttes d'émancipation, ils s'arment jusqu'aux dents. Faisons-en sorte qu'ils tremblent bien davantage.

(source image du logo en PS)

MARSEILLE : LA PRÉFECTURE INTERDIT L' HOMMAGE À ZINEB REDOUANE

Jusque dans la mort, les autorités françaises veulent maintenir leur domination, effacer la mémoire. Alors que des habitants et habitantes de la ville de Marseille veut rendre hommage à Zineb Redouane, tuée il y a trois ans par le tir d'une grenade lacrymogène en pleine tête alors qu'elle était dans son appartement, la prefecture fait tout pour empêcher le souvenir et le recueillement.

Jeudi, pour commémorer le décès de l'octogénaire survenu le 1er décembre 2018, une plaque de rue au nom de Zineb Redouane était apposée dans la rue où elle habitait, la rue des Feuillants. Celle où a eu lieu de tir policier. Moins de 24H plus tard, la plaque était arrachée. Comme pour effacer toute trace.

Ce vendredi, veille de la marche en hommage à Zineb Redouane, la préfecture de police a pris un arrêté visant à interdire les manifestations dans les rues de l'hypercentre de Marseille ce weekend. Le document stipule que les précédentes manifestations à la mémoire de Zineb Redouane et contre les violences policières avaient suscité des « troubles à l'ordre public et des affrontements avec la police ». Le cortège devra donc rester statique. Un rassemblement est prévu au Vieux Port à 16H.

Ces manoeuvres des autorités rappellent celles observés à Nantes : les fêtes et manifestations suite à la mort de Steve ont été interdites et féroce ment réprimées. En juin 2021, deux ans après la mort du jeune homme, une free party en hommage au défunt a été réprimée avec une telle violence qu'un jeune a eu la main arrachée à Redon. Et à Nantes, une teuf dans le centre-ville a été noyée sous des centaines de grenades.

Terrible époque, terrible pénombre.



Chronique du système policier français : occupation militaire en Guadeloupe, anti-culture, Zineb, autorisation des drones avec reconnaissance faciale, expulsions illégales, sans-fac réprimé.e.s... Les flics ne font pas de cadeaux, mais ils aiment en recevoir

À NANTES : LA POLICE TOUJOURS EN GUERRE CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

- **Cancel culture : Alliance veut interdire de dire que la police fait « des bleus autour yeux »**

La police, on le sait, déteste la liberté. Et en particulier la liberté d'expression. Cet été, un syndicat policier a attaqué Nantes Révoltée pour une parodie d'affiches de recrutement. A la rentrée, c'est une marque de jus de fruit dont un logo ne plaisait pas à la police qui était retirée des rayons. La fête de l'Huma était elle aussi, mise en cause, parce qu'un rappeur y avait chanté « tout le monde déteste la police ». Puis le candidat Philippe Poutou. Tout récemment, le syndicat d'extrême droite Alliance s'en est même pris à un dessin de Charb, le caricaturiste de Charlie Hebdo tué par des terroristes.

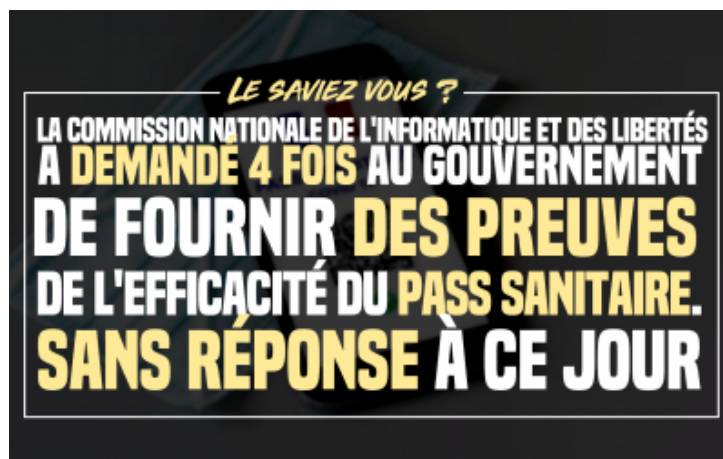
Les policiers nantais considèrent ces deux phrases, d'une banalité totale, comme étant « anti-police »

Nouvel épisode cette semaine à Nantes. Alliance s'est élevé contre un rappeur. La mairie de Nantes a co-organisé un petit festival pour promouvoir « les talents de la jeunesse ». Dans ce cadre, un rappeur du Mans, Allebou, a chanté quelques morceaux. Le compte de la mairie a publié un tweet confidentiel, contenant un extrait de vidéo. 3 likes, 15 secondes d'images. Mais les syndicalistes policiers sont subventionnés pour traquer toute pensée un peu critique : ils ont épluché les textes du jeune rappeur. Et attention, c'est très violent : « la police aime faire des bleus autour des yeux » et « fais tes adieux » avant de manifester. Des propos d'une radicalité insoutenable. Il est vrai que la police n'a jamais fait le moindre bleu à personne, et que les manifestations sont des promenades de santé.

On n'imagine pas ce qu'ils pourraient dire des textes de Brassens

Les policiers nantais considèrent ces deux phrases, d'une banalité totale, comme étant « anti-police ». On n'imagine pas ce qu'ils pourraient dire des textes de Brassens. Et ajoutent : « on n'est plus surpris d'avoir ce genre de propos de la part de ces rappeurs, mais il est incompréhensible que ce soit relayé et cautionné par la mairie ». Le syndicaliste dénonce le « décalage entre ce que fait la municipalité de Nantes, qui demande des renforts policiers et augmente les effectifs de sa police municipale, et la mise en avant d'un tel individu » Pour une fois, ce n'est pas faux. Cette mairie soi-disant de gauche fait semblant de promouvoir les cultures urbaines alors qu'elle applique une politique ultra-répressive digne de la droite dure. Un double discours insupportable.

En bon paillason des forces de l'ordre, la mairie de Nantes s'est empressée de s'aplatir, en reconnaissant et saluant « le travail réalisé, au quotidien, par la police nationale pour la sécurité des Nantaises et des Nantais ». Dans ce communiqué, la mairie va même « condamner toute forme de violence. » Y compris celle qui tue, éborgne, blesse et terrorise des centaines de nantais et nantaises en toute impunité ?



Chronique du système policier français : occupation militaire en Guadeloupe, anti-culture, Zineb, retour des drones et reconnaissance faciale, expulsions illégales, sans-fac réprimé.e.s... Même la CNIL critique le pass sanitaire

LE SAVIEZ VOUS ?

La « Commission nationale de l'informatique et des libertés » - CNIL - est une institution publique créée dans les années 1970 afin de veiller « à ce que l'informatique soit au service du citoyen et qu'elle ne porte atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques ». A l'époque, il s'agissait de contrôler les possibilités de « fichage » de la population. Fichage désormais généralisé à tous les niveaux en France.

Cette commission a demandé 4 fois au gouvernement de fournir des preuves concrètes de l'efficacité du pass sanitaire depuis le mois de septembre, sans réponse à ce jour.

Dans son quatrième avis, rendu mardi 30 novembre, la CNIL dénonce le manque de données fournies par le gouvernement pour évaluer l'efficacité du dispositif. Pour elle, l'efficacité du Pass sanitaire reste encore à prouver. Et l'autorité perd patience quant au manque de données communiquées par le gouvernement sur le dispositif. Elle réclame aussi la limitation dans le temps du dispositif.

La CNIL, c'est un peu l'IGPN de l'informatique. Une institution très molle, qui ne sanctionne jamais, et rend des avis plutôt tièdes. Et pourtant, même la CNIL s'alarme de l'inefficacité du Pass et de son caractère hautement liberticide. Qui peut encore nier le danger de cette mesure désormais installée dans la durée ? Dommage que beaucoup, y compris à gauche et à l'extrême gauche, aient boudé les mobilisations contre le Pass Sanitaire !

GUADELOUPE : OCCUPATION MILITARISÉE

Voici les revendications portées depuis deux semaines par la population guadeloupéenne :

I fin du pass sanitaire et de l'obligation vaccinale

I le droit à l'eau

I le droit de se faire soigner dignement

I des mesures contre la vie chère

I des tests sur l'intoxication au chlordécone

...

Voici la réponse du gouvernement : des blindés, des forces de l'ordre en treillis kaki, probablement le RAID ou le GIGN, des fusils d'assaut braqués pour reprendre un rond-point bloqué. Bref, une occupation militarisée de l'île.

Aujourd'hui dans les Antilles, demain en métropole ?

▶ [Vidéo sur l'occupation militaire](#)



Chronique du système policier français : occupation militaire en Guadeloupe, anti-culture, Zineb, retour des drones et reconnaissance faciale, expulsions illégales, sans-fac réprimé.e.s... La police n'aime pas la liberté d'expression, Â« cancel-culture Â» policière

« IL Y A 3 ANS : ZINEB REDOUANE TUÉE PAR LA POLICE À MARSEILLE »

1er décembre 2018. Le soulèvement des Gilets Jaunes déferle sur le pays. Et à Marseille, la colère gronde suite à l'effondrement d'immeubles insalubres qui ont coûté la vie à plusieurs habitants. Des milliers de personnes manifestent pour la dignité, contre le mal-logement, et sont rejointes par le cortège des Gilets Jaunes. Sur la Canebière, c'est l'affrontement. Grenades, charges, affrontements. Zineb Redouane, octogénaire, ferme la fenêtre de son appartement au quatrième étage, pour se protéger des gaz. Elle reçoit alors une grenade lacrymogène, en tir tendu, en pleine tête. Elle est très gravement blessée au visage. Zineb Redouane meurt le 2 décembre à l'hôpital.

Le ministre de l'intérieur, affirme que la mort de la vieille dame n'est pas causée par la police. Pourtant, l'unité de CRS à l'origine du tir va refuser de faire expertiser ses armes : une obstruction à l'enquête. Des pratiques ouvertement mafieuses. Plus grave encore, on apprendra que des policiers ont « nettoyé » la scène du crime immédiatement, en allant récupérer les projectiles directement dans l'appartement de Zineb Redouane, alors agonisante. Tout aussi choquant, le procureur en charge du dossier se trouvait avec les CRS qui ont tiré au moment des faits ! Une photo prise le 1er décembre montre ce magistrat habillé en tenue de ninja aux côtés des lignes de police. L'homme en charge du dossier était donc aussi au cœur de la répression. Il a depuis été dessaisi du dossier.

Tout dans cette affaire d'Etat est gravissime. 3 ans plus tard, la mort de Zineb devrait être un des sujets majeurs de l'actualité politique. Cette affaire incarne à elle seule les principaux problèmes de l'époque : répression militarisée, néolibéralisme, racisme, mensonge d'Etat, impunité. Nous devons être nombreux et nombreuses à exiger justice pour elle, et pour les autres. Il n'est pas trop tard. Un hommage a lieu ce jeudi, 18H, rue des Feuillants. Une grande manifestation aura lieu ce samedi à Marseille, à 16H, sur le vieux Port

Le schéma national du maintien de l'ordre : répression répression

[Le schéma national du maintien de l'ordre révisé par le ministère de l'intérieur](#) - Le nouveau texte maintient l'usage controversé de techniques d'encercllement et d'armes de « force intermédiaire » comme le lanceur de balles de défense.

(...)

Aucune modification substantielle ne vient, en revanche, tempérer l'usage d'armes de force intermédiaire, comme les grenades assourdissantes ou le lanceur de balles de défense (LBD)

(...)

la technique dite de la nasse, consistant à encercler les manifestants et à les retenir dans un périmètre donné, est également maintenue. Elle peut être utilisée « afin d'éviter le recours à des techniques pouvant présenter des risques supérieurs d'atteinte aux personnes » et à la condition de « systématiquement ménager un point de sortie contrôlé ».

(...)

Au mois de novembre, la Défenseure des droits observait, de son côté, que l'action des forces de l'ordre demeurait « fortement marquée par un prisme confrontationnel » et une « approche punitive ».

(...)

L'adoption définitive, jeudi, de la loi sur l'irresponsabilité pénale et la sécurité intérieure, permet, en outre, dorénavant, l'utilisation de drones à l'occasion de manifestations. (...) L'utilisation des engins volants est désormais subordonnée à des conditions plus strictes, comme une autorisation préfectorale motivée, qui ne peut excéder trois mois et devra porter « sur un périmètre géographique réduit au strict nécessaire ».



Chronique du système policier français : occupation militaire en Guadeloupe, anti-culture, Zineb, retour des drones et reconnaissance faciale, expulsions illégales, sans-fac réprimé.e.s... Retour des drones, avec reconnaissance faciale, mais sous contrôle stricte des préfets, ouf on est rassuré

“NOUVELLE LOI AUTORITAIRE : LE PARLEMENT FAIT PASSER DES MESURES DE « LA LOI SÉCURITÉ GLOBALE » CENSURÉES L'AN DERNIER

Jeudi 16 décembre, le Parlement a adopté définitivement le projet de loi « responsabilité pénale et sécurité intérieure ». Une énième loi autoritaire qui prépare le pire, alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir. Non seulement la nouvelle loi ne corrige aucun des graves manquements qui avaient justifié la censure de la loi sécurité globale mais, plus grave, elle en ajoute de nouveaux.

Les images captées par drones peuvent être analysées par reconnaissance faciale

‡ Cette loi prévoit de ré-autoriser les drones policiers qui, l'an dernier, avaient été interdits par le Conseil constitutionnel lors de la censure de la loi sécurité globale.

‡ **Elle autorise les images captées par drones à être analysées par reconnaissance faciale. La loi va donc**

plus loin que la « Loi de sécurité globale ».

ï La loi prévoit des peines plus lourdes contre les auteurs « de violences contre l'ensemble de ces agents sont désormais prévues dans le code pénal », et « **le refus d'obtempérer pourra être sanctionné plus sévèrement** ». Le projet de loi aggrave également « la sanction de ces violences à l'encontre de tous ces agents des forces de sécurité intérieure, de leurs proches ».

Bien sur, en retour, cette loi ne prévoit absolument pas de sanctionner réellement les violences commises par des agents assermentés et armés par l'Etat, alors que les scandales liés à l'impunité policière se multiplient. **En marche rapide vers le technofascisme.**

(post de Nantes Révoltée)

LA MISÈRE : LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS CONDITIONNE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE SUR PRÉSENTATION DU PASS SANITAIRE

ï **La précarité étudiante augmente. Le sentiment d'isolement a explosé chez la jeunesse. À la faveur de la crise sanitaire, les rangs pour avoir accès à l'aide alimentaire grossissent sur les campus universitaires. Les files d'attente s'allongent pour les distributions de nourriture dans les rues de nos villes. La misère est partout. La jeunesse est sacrifiée.**

ï Depuis avril 2020, plusieurs centaines d'étudiants et étudiantes pauvres bénéficient de la solidarité alimentaire à Orléans. Comme ailleurs des associations étudiantes distribuent des repas. **Le 11 décembre, 300 élèves de la faculté se précipitaient sur le campus pour une nouvelle distribution. Arrivés sur place, c'est la mauvaise surprise. Le pass sanitaire est exigé. Sans pass, pas d'accès à la nourriture. Nouveau cas de maltraitance.** Nouvelle humiliation envers les étudiants en difficulté. Cette décision des plus abjectes a été prise par le président de l'université, Eric Blond en personne.

ï Pourtant les distributions ont lieu en plein air. Aucune motivation sanitaire ne peut expliquer une telle décision. **En soumettant l'accès à l'aide alimentaire à la présentation du pass, la présidence de l'université s'attaque directement aux étudiants les plus faibles. Une mesure inique qui fragilisera encore d'avantage une population estudiantine déjà grandement précarisée. Un prolongement de la guerre des classes dans nos universités.**

Soumettre une distribution d'aide alimentaire au pass sanitaire !

ï Ce procédé a déjà eu lieu à Nantes : le 11 septembre, une association organisait sur la Place Bretagne une grande distribution gratuite de produits alimentaires, de vêtements et de fournitures scolaires. Une cinquantaine de bénévoles étaient mobilisés pour faire des dons aux personnes dans le besoin. Mais ce jour là, stupeur : les stands sont entourés de barrières, et il y a des personnes chargées de contrôler le pass sanitaire des précaires qui veulent accéder à l'endroit, pourtant situé sur l'espace public et en plein air. Les bénévoles ont fait savoir que c'était une demande de la mairie.

ï **Derrière la crise sanitaire : la guerre sociale. La pandémie a été l'occasion d'un accroissement accéléré des fortunes des plus riches, d'une militarisation de l'espace et d'un appauvrissement des plus pauvres. Exiger que les gens qui ont faim soient scannés est une humiliation supplémentaire.**

ORLÉANS : DES FANATIQUES D'EXTRÊME DROITE BLOQUENT UN CONCERT

- Cancel culture -

Retour à l'inquisition ce mardi soir à Nantes. Un concert d'orgue donné par une artiste suédoise, Anna von Hausswolff, devait avoir lieu dans l'église Saint-Clément. Le diocèse avait donné son approbation, mais des groupuscules intégristes ont fait pression pour qu'il n'ait pas lieu. Le concert a donc été déplacé dans l'église Notre-Dame-de-Bon-Port. Une cinquantaine d'intégriste, presque seulement des hommes, a débarqué, pour bloquer les entrées en chantant des cantiques.

Parmi eux, une vingtaine de jeunes fascistes connus : des cranes rasés et des militants royalistes, dont certains portaient des casques. Les spectateurs, plusieurs centaines, ont donc été bloqués sans pouvoir assister à la représentation. Le motif de tout cela ? Selon l'extrême droite, la chanteuse aurait « des paroles profanes ». A la manoeuvre, les habituels réseaux et sites internet d'extrême droite.

Alors que toute initiative organisée par la gauche - par exemple manifester contre un meeting néofasciste - subit une extrême répression, des policiers de la BAC, postés juste à côté de l'église, ont laissé faire les intégristes. Ils étaient surtout présents pour intervenir au cas où les spectateurs se seraient énervés contre les bloqueurs. Pour protéger les intégristes donc.

Il est évident qu'une telle censure - certains parleraient de « cancel culture » - s'inscrit dans un contexte où l'extrême droite se sent toute puissante, portée par la candidature des milliardaires : celle du pétainiste Eric Zemmour. Un spectateur outré raconte : « On voit déjà ces connards partout à la télé, et là ils nous bloquent un concert ! Je ne m'attendais pas à les voir encore ! »

Le plus grave est sans doute que les organisateurs, liés à la mairie, aient choisi d'annuler le concert. Quelques dizaines de nervis fascistes et de nostalgiques de l'Inquisition peuvent désormais décider ce qui peut être joué ou non. Ils ont gagné. Il fut un temps où ce genre de censeurs se faisaient bousculer sans ménagement, avec l'approbation générale. Jusqu'à quand la population va-t-elle continuer de baisser la tête face aux gesticulations d'une poignée de nervis obscurantistes.

(posts de Nantes Révoltée)

**AU LIEU DE NÉGOCIER, M. GERVAIS-LAMBONY
ENFERME LES SANS-FACS EN FAISANT VISSER
TOUTES LES FENÊTRES À 5H DU MATIN !**

PARTAGEZ PARTOUT ! LA PRÉSIDENTE DE NANTERRE PERD LA TÊTE ! REGARDEZ ! SOUTIEN AUX SANS FAC DE NANTERRE

Scandale ! Nous avons été réveillés par une dizaine de vigiles, techniciens et M. Reynaud et M. Martin, responsables de la sécurité, dont certains cagoulés, qui vissaient toutes les fenêtres à 5h, pour nous empêcher de les ouvrir. Au lieu de négocier, M. Gervais-Lambony enferme les sans-facs ! Étonnantes méthodes pour une présidente qui se dit de gauche et se réclame du dialogue social ! C'est une honte !

Après un mois d'occupation, M. Gervais-Lambony préfère encore dépenser des centaines de milliers d'euros en vigiles privés (maintenant plus de 200 000 Euros selon nos estimations). La semaine dernière, c'était plusieurs sans-facs et militants de l'UNEF bloqués sur le toit pendant plusieurs heures et empêchés d'entrer dans l'occupation. Aujourd'hui, ce sont des fenêtres visées, impossibles à ouvrir. Jusqu'où ira M. Gervais-Lambony ?



[Voir la Vidéo](#)

EXÉCUTIONS FILMÉES, PROJET D'ATTENTAT, MENACES DE MORT : LES FASCISTES ONT TOUS LES DROITS

- **Que se passerait-il si nous diffusion des vidéos d'exécution de patrons ou de fascistes ?**

« J'aime beaucoup Papacito, c'est un garçon sympathique et intelligent » expliquait Eric Zemmour au début de l'été, sur Cnews. C'était après la vidéo d'un youtubeur d'extrême droite qui avait diffusé l'exécution d'un « gauchiste » en tirant à l'arme de guerre sur un mannequin avant de lui planter des coups de couteau. Une vidéo d'appel au meurtre politique vue des centaines de milliers de fois, sans conséquence.

Le même youtubeur, qui pose notamment avec le symbole de la phalange franquiste, veut à présente mettre en scène un attentat à la voiture bélier sur une « manifestation de gauchistes », avec 200 mannequins. Un mode opératoire terroriste. D'autres vidéo Youtube montrent des militants d'extrême droite s'entraîner au tir, avec des armes de gros calibre. **En France, en 2021, des néofascistes publient des vidéos où ils tirent à l'arme de guerre, conseillent leur public d'en faire autant, et mettent en scène exécutions et attentats sans la moindre conséquence. Ils reçoivent même des félicitations et des invitations dans les médias mainstream.**

On ne va pas se mentir, on serait curieux de tenter l'expérience de notre côté. Publier des vidéos YouTube avec des simulacres d'exécutions de patrons et de fascistes à balles réelles. Le problème c'est qu'il y aurait dès le lendemain à 6H du mat' une descente antiterroristes à nos domiciles, et probablement de la prison ferme. Plusieurs camarades ont été envoyés derrière les barreaux simplement pour s'être défendus face à l'extérieur droite. Rappelons que Cnews et BFM ont fait trois jours de reportages diffamatoires contre Nantes Révoltée parce que nous avons publié la photo d'une affiche prise dans la rue d'un dessin de Zemmour avec une cible. Plusieurs plaintes ont été déposées, nos comptes censurés pendant 24H ... En France, les fascistes ont tous les droits, et celles et ceux qui s'y opposent sont écrasés.

MAFIA POLICIÈRE

La Compagnie d'Intervention de Seine-Saint-Denis (CSI 93) s'est illustrée par de nombreux cas de violences, intimidations, menaces, et même une affaire de trafic de stup. « La liste des délits et crimes reprochés aux policiers de la CSI 93 et découverts par à travers des sonorisations, des échanges de messages, une dizaine de rapports de l'IGPN et des auditions, est vertigineuse » écrit le journal Libération, qui décortique une affaire particulièrement accablante.

‡ Le 30 mai 2019, à Saint-Ouen. Un agent jette discrètement aux pieds de Jonathan S. un sachet rempli de cannabis, lors d'un contrôle, pour l'incriminer à tort. Des violences suivent. La vidéo de Libération revient sur ce crime : un faux et usage de faux par agents dépositaires de l'autorité publique, suivi de violences et d'arrestations arbitraires. Mais ce n'est pas tout.

‡ Le 16 mai 2019, les policiers de la CSI 93 sont accusés d'avoir brutalisé le témoin d'une interpellation, lui occasionnant soixante jours d'ITT. Des vidéos confortent la version des faits de la victime. La procédure a été classée sans suite.

‡ Le 29 mai 2019, les policiers de la CSI 93 sont accusés d'avoir humilié un livreur et volé une autre personne. La

vidéosurveillance et la sonorisation du vestiaire de l'unité confortent leurs témoignages. La procédure a été classée sans suite.

Le 26 mars 2020, des micros installés dans un fourgon de la CSI 93 révèlent des insultes, des menaces et des coups. « Si je pouvais te pendre (...) si j'avais l droit de te tuer, je le ferais », hurle l'un des agents. La procédure a été classée sans suite.

Une véritable mafia d'Etat, armée, et couverte par la justice.

4 NANTES : LA POLICE ET LA MAIRIE TENTENT D'EXPULSER DES FAMILLES

Via L'Autre Cantine Nantes

La police a tenté d'expulser sauvagement une vingtaine de familles dont 30 enfants ce mercredi ! Installées depuis plusieurs jours sur un terrain avec leurs enfants scolarisés à l'école juste à côté.

Le propriétaire du terrain n'est autre que la SAMOA, Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique, une société d'économie mixte dont la présidente n'est autre que Johanna Rolland ! On y trouve aussi le Conseil Général de Loire-Atlantique et la ville de Rezé.

Encore une fois, les pouvoirs publics ont tenté d'expulser illégalement, et comme à chaque expulsion de Roms, aucune solution n'était proposée !

Une femme âgée a fait un malaise et a été évacuée par les pompiers.

Lors du déménagement avant expulsion d'un autre terrain, un homme a fait un malaise et est toujours à l'hôpital dans un état grave.

En plein mois de décembre, en pleine trêve hivernale, en pleine période de Noël, en plein coeur de Nantes, la Ville et l'État remettent des enfants et des familles dans la rue !

Comment trouver les mots pour expliquer la colère, la tristesse que provoque cette situation ?"

(post et visuel de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : occupation militaire en Guadeloupe, anti-culture, Zineb, retour des drones et reconnaissance faciale, expulsions illégales, sans-fac réprimé.e.s... Des néo-fascistes étalent leurs sempiternelles vellétés meurtrières au grand jour, tranquillement

RANCUNE COLONIALE ?

Heureux de la victoire de l'Algérie qui se qualifie pour la demi finale de la coupe Arabe, des supporters envahissent les Champs Elysées, certains brandissant des drapeaux Algériens éy

Traditionnellement, les Champs ont toujours été le lieu où les supporters de toute nationalité laissent exploser leur joie après un match gagné, dans une euphorie commune ½

Mais visiblement, l'allégresse liée à la victoire de l'Algérie ne peut être qu'un signe de dénigrement de la France aux yeux du porte parole du SICP, le syndicat de commissaires de police.

Et que dire de cette phrase ignoble « ils ont la violence dans leur ADN »... "

On nous dira après que la police n'est pas raciste.

On nous dira après que le racisme d'état n'existe pas.

LES RÉPUBLICAINS : À L'EXTRÊME DROITE TOUTE !

À gauche, Valérie Pécresse, l'héritière, issue de la bourgeoisie de Neuilly, lors de son meeting parisien le 1er décembre.

À droite, un tract du groupe parlementaire rassemblement national réunissant les députés du Front national et des membres du Centre national des indépendants et paysans à l'Assemblée nationale de 1986 à 1988.

Dans les deux images un même slogan. « Le courage de dire, la volonté de faire ».

La primaire de la droite nous promettait de nous offrir un candidat qui gouvernerait à l'extrême droite en cas de victoire potentielle à la présidentielle. Eric Ciotti et Valérie Pécresse étaient les deux finalistes. Deux candidats neo-fascistes donc.

La candidate LR qui vient d'être investie par son parti avait promis d'incarner « un projet de rupture » . Elle disait vouloir « des circonstances aggravantes quand un délit est commis dans une zone de reconquête républicaine [...] Je veux éradiquer ces zones, je veux des brigades coups de poing, peut-être même le soutien de l'armée ». Ce que Pécresse propose, c'est des peines différenciées selon les quartiers ou d'envoyer l'armée contre la population. Une véritable ségrégation spatiale. Pour la mettre en oeuvre elle souhaite modifier la constitution. Une « loi référendaire sur la sécurité intérieure et l'islamisme » autoriserait une légitime défense à l'américaine, et des condamnations automatiques pour ceux qui toucheraient aux « représentants de l'autorité ». Des mesures ouvertement facistes. Un programme à la pointe de politiques racistes et sécuritaires qui n'a rien à envier aux autres candidats réactionnaires.

Depuis des années, les partisans de la droite dure puisent dans le ferment idéologique du front national. Jusqu'à pomper leurs slogans. Un imaginaire moribond à l'extrême droite.

Mais surtout, ne dites pas que Valérie Pécresse est une fasciste...

(posts de Cerveaux non disponibles)



Chronique du système policier français : occupation militaire en Guadeloupe, anti-culture, Zineb, retour des drones et reconnaissance faciale, expulsions illégales, sans-fac réprimé.e.s... La droite dure s'extrême-droitise
- Bourgeois et possédants penchent toujours du même côté

DIVERS

- [Interview. Tabassée par la police, une lycéenne est assise sur le banc des accusés](#) - Nous avons interviewé H, une lycéenne attaquée en justice pour violence contre un policier après avoir été tabassée et menacée par trois d'entre eux.
- [Brigade spécialisée de terrain : une nouvelle unité de flics armés dans les rues de la Guill'](#) - La préfecture a annoncé récemment la création d'une nouvelle brigade de police qui arpentrera les rues de la Guill', dès janvier. « Cette brigade aura pour missions principales la sécurisation, la dissuasion et la lutte contre la délinquance (vols, violences, recels, trafics de cigarette...). Elle sera très mobile et rapidement projetable, notamment grâce à sa parfaite connaissance du terrain, de ses acteurs et de la typologie de délinquance du territoire »
- [Contre les saboteurs, l'État sort l'artillerie lourde](#) - Prison ferme, surveillance, téléphones sur écoute... La répression s'accroît contre les saboteurs d'antennes relais. Pour les stopper, les autorités sont passées à la vitesse supérieure. Quitte à faire un parallèle avec le terrorisme et à museler le débat sur la 5G.

'B À ROUEN, ON ENFERME LES LIVREURS

- Vaste opération anti livreurs à vélo : cinq personnes arrêtées par la PAF -
Mardi 7 et jeudi 9 décembre, la police nationale a procédé à une vaste opération de contrôle des livreurs à vélo dans le centre ville de Rouen.
Saisis par le procureur, les agents se sont déployés dans les rues entre 18h30 et 20h, période de pointe pour les livreurs.

Sur son compte twitter, la police de Seine-Maritime a justifié cette opération par la lutte contre les "nuisances sonores" et "l'occupation des trottoirs". Inutile de disserter sur l'imaginaire nauséabond à l'origine d'une telle accusation qui, venant d'une institution aussi raciste que peut l'être la police nationale n'est somme toute pas si étonnante.

À l'issue de cette rafle, 5 personnes en situation irrégulière ont été emmenées par le police aux frontières. On ignore pour l'instant leur sort.

Parallèlement à ces arrestations, une cinquantaine d'amendes ont également été distribuées pour des motifs parfois aussi ridicules que d'avoir roulé dans des rues piétonnes ou sur des voies de bus ; pratiques généralement obligatoires pour un livreur.

Inutile de préciser que pour des travailleurs uberisés sous-payés et totalement privés de protection sociale, ces amendes sont d'une grande violence. Au delà de ça, de telles opérations sont également le reflet d'une réalité bien inquiétante.

Dans une société en voie de paupérisation, persécuter les pauvres qui tentent de gagner leur vie en allant jusqu'à les enfermer voir à les expulser du territoire semble être devenu le seul horizon des politiques.

Découvrir les causes qui poussent des dizaines de livreurs à accepter des conditions de travail infernales pour un salaire de misère ne semble pas être à l'ordre du jour. Tout comme trouver les moyens de changer cette situation.

(post de Rouen dans la rue)



Chronique du système policier français : occupation militaire en Guadeloupe, anti-culture, Zineb, retour des drones et reconnaissance faciale, expulsions illégales, sans-fac réprimé.e.s... La flicaille en rage s'en prend même à des porteurs de banderoles

© PARIS : 5 PORTEURS DE BANDEROLES ARRÊTÉS SAMEDI 11 DÉCEMBRE

Même si les médias n'en parlent pas, les mobilisations continuent chaque samedi, pour les libertés et la justice sociale. Depuis le début de l'été, le collectif d'artistes Black Lines crée des banderoles originales pour soutenir les luttes. Des fresques engagées et mobiles, en tête de cortège.

Pour l'anniversaire des Gilets Jaunes, le 18 novembre dernier dans la capitale, une ligne de ces banderoles avait été sauvagement chargée par les forces de l'ordre, qui avaient arraché plusieurs oeuvres des mains des manifestants.

Ce samedi 11 décembre, la vengeance d'État semble montée d'un cran. 5 personnes ont été interpellées et placées en garde à vue. Différents réseaux expliquent que le militant Adrien Lbr a été placé en garde à vue au commissariat du 13e arrondissement avec 4 autres personnes. Ils sont toujours en cellule ce dimanche.

Le régime Macroniste harcèle toutes les résistances et les initiatives créatives. Le pouvoir semble fébrile à la veille des élections. Un moment propice pour retrouver du souffle et renverser la table ?

(post de Nantes Révoltée)

Les unités violentes de répression volent des drapeaux

Bienvenue dans le pays où des unités de répression de l'action violente (BRAV M) volent les drapeaux de supporters qui fêtent la victoire de leur équipe ! Mais puisqu'on vous dit qu'on est en démocratie et que la police nous veut du bien...

► [Vidéo](#) - Images Syndicat de détenu(e)s de France

(post de Cerveaux non disponibles)

Des vigiles fliquent des syndicalistes étudiant.e.s

« ELLE FAISAIT PAS LA MALIGNE ! » LES MOTS D'UN VIGILE APRÈS AVOIR SUIVI UNE ÉLUE ÉTUDIANTE
TOUTE LA JOURNÉE, JUSQUE DANS SON PARTIEL ! ,
LES GROS BRAS DE LA PRESIDENCE, PARTIE 2 !
4 HORS DE LA FAC ! RENDEZ-VOUS A 13H DEVANT LE BAT. ZAZZO POUR EXIGER LEUR RETRAIT ET DES
NEGOCIATIONS POUR LES SANS-FACS ! 4

Première séquence

Victor, élu étudiant : "Vos collègues qui nous suivent, vos collègues qui nous intimident, qui connaissent les emplois du temps des élus étudiants, c'est ça votre métier ? Rentrer dans les salles d'examen d'élues étudiantes pour les fixer, pour leur mettre la pression ? Vous pensez que ça sert à quoi ?"

Vigile : "C'est pas les étudiants, c'est un étudiant !"

Victor : "Ouais, une étudiante !"

Vigile : "Qui fout la merde ! Elle fout la merde !"

Victor : "Elle est allée en cours, faire son partiel !"

Deuxième séquence

Victor : "Vous êtes dans cette université pour mettre la pression sur des militants syndicalistes, est-ce que ça vous paraît normal ça ?"

Vigile : "Elle faisait pas la maligne ! J'l'ai vue hier et elle faisait pas pareil !"

(post de UNEF - TACLE : Tendance Action Collective et Luttes Etudiantes)

Post-scriptum :

► source de l'image du logo (pères Noël en armes) : [montage humoristique publié par Nantes original news](#)